

INSTITUT DE RECHERCHE EN DROITS HUMAINS (IRDH)

1044, avenue Kambove, Lubumbashi – Email : info@tcct.co.za – Téléphone 00243 85 110 34 09 – 00243 85 819 59 96
www.irdh.co.za ; info@irdh.co.za; @irdh_officiel; @tshiswaka5

Bulletin électronique numéro 054 du 01 avril 2017 / Information et éducation aux droits humains

Editeur responsable : Maître Tshiswaka Masoka Hubert

L'IRDH JUGE INOCCASIONNELLE LA REDUCTION DE L'EFFECTIF DE LA MONUSCO :

*La RDC a besoin d'une solidarité internationale
effective, afin de stopper la violence et la barbarie
croissantes.*

1. INTRODUCTION

Les chercheurs du Projet d'Application des Droits Civils et Politiques (PAD-CIPO) de l'IRDH jugent inopportune la partie de la Résolution S/2017/268 du Conseil de Sécurité de l'ONU, du 31 mars 2017, ayant décidé de réduire de sept pour cent (7%) l'effectif du personnel militaire de la MONUSCO, sous la pression des Etats Unis d'Amérique qui a diminué son soutien financier à l'ONU.

En effet, selon l'Ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, dans son allocution du 29 mars 2017, au Conseil de Sécurité, l'ONU est en train d'aider un gouvernement corrompu et prédateur qui agit contre son propre peuple.

L'IRDH estime que la raison évoquée par les Etats-Unis pour réduire son soutien financier à l'ONU devrait plutôt l'amener à renforcer l'appui aux efforts de médiation de la CENCO, afin d'amener la classe politique dite corrompue à appliquer l'Accord Politique Global et Inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa, du 31 décembre 2016.

2. DES FAITS

En effet, la réalité de la RDC donne raison aux Etats-Unis de penser à l'irresponsabilité des dirigeants congolais déjà décriée à maintes reprises par l'IRDH. Tenez. D'une part, la police et l'armée sont régulièrement surprises en train de tuer la population civile. De l'autre, des milices et autres groupes armés s'empennent autant à la population civile qu'aux militaires et policiers. Cependant que le Gouvernement ne trouve aucune urgence à organiser les élections.

Par ailleurs, des partis politiques de l'opposition, des mouvements citoyens et autres associations de défense des droits civils et politiques ne cessent d'appeler à manifester contre ledit Gouvernement. Il y a des risques de connaître d'autres tueries, pendant les manifestations appelées pour les 03, 05 et 10 avril 2017.

Ces protestations se situent dans le contexte d'insécurité générale, des découvertes macabres des deux corps d'experts de la MONUSCO et leurs quatre accompagnateurs ; de plus de vingt-trois fosses communes, selon le rapport du Bureau Conjoint de l'ONU aux Droits de l'Homme, rendu public le 31 mars 2017 et une quarantaine de têtes de policiers décapitées, selon le porte-parole du Gouvernement.

3. CONCLUSION

Les chercheurs de l'IRDH estiment qu'au regard d'autant d'indicateurs de rupture de paix, de sécurité et de stabilité de la RDC ; le peuple congolais a besoin d'une plus grande solidarité internationale.

C'est ici l'occasion de saluer la partie de la Résolution S/2017/268 du Conseil de Sécurité qui retient parmi les tâches prioritaires de la MONUSCO :

« l'appui technique et politique à la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016, notamment au CNSA, au Gouvernement d'unité nationale, à la Conférence épiscopale nationale du Congo, qui assure la médiation, et à d'autres institutions compétentes, en coordination avec les partenaires régionaux et internationaux, afin de favoriser la réconciliation et la démocratisation et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections avant la fin de l'année 2017 ».

Les chercheurs de l'IRDH estiment inopportune la réduction du personnel de 19.815 à 16.215 militaires et de 760 à 660 observateurs militaires et officiers d'état-major. Celle-ci va contre l'intérêt du peuple congolais soumis à une violence policière et une barbarie des milices qui sont à leur comble et révoltent toute conscience humaine.

Une circonstance telle que décrite ci-dessus devraient amener l'ONU et les Etats Unis à trouver des voies et moyens de contraindre les politiciens congolais à appliquer l'Accord de la Saint Sylvestre 2016. Car, celui-ci offre une opportunité au peuple congolais de se choisir ou renouveler les mandats déjà expirés des animateurs d'institutions publiques.

4. RECOMMANDATION

A titre de recommandation, les chercheurs de l'IRDH propose, en application du paragraphe 34 (ii) a) de la Résolution S/2017/268 du Conseil de Sécurité, que l'ONU, l'Union Africaine et la SADEC renforcent politiquement la médiation de la CENCO avec une personnalité de grande gabarie internationale, a l'instar de l'ancien Président de l'Afrique du Sud, le Président Thabo Mbeki.

A la différence d'Edem Kodjo, le Président Mbeki devra venir en appui politique à un travail remarquable déjà abattu par la CENCO. Mbeki connaît mieux la scène politique et les acteurs congolais pour avoir facilité les négociations ayant conduit aux Accords mémorables de Sun-City, en 2002. Mbeki est un africaniste très respecté aux Nations Unies, à l'Union Africaine, dans la région de la SADEC et dans son pays. Sa nation est une puissance économique et politique. Il dirige l'une des plus prestigieuses universités africaines (University of South Africa [UNISA]). Il est le fondateur et mentor des deux grands *Think Tanks* (Thabo Mbeki Foundation (TMF) et le *Thabo Mbeki African Leadership Institute* (TMALI).